

Résolution adoptée
Séance plénière du 25 mars 2026

Consolider et organiser la défense de nos principes démocratiques face aux stratégies anti-genre

Déclaration du groupe Outre-mer

« Les différences ne sont pas censées séparer, aliéner. Nous sommes justement différents afin de comprendre que nous avons besoin les uns des autres ». Mais on assiste aujourd’hui, à une bascule de notre société vers la stigmatisation, l’intolérance et la violence. L’universalisme s’efface petit à petit au profit de véritables stratégies visant à mettre en péril l’égalité et la diversité sexuelle et de genre.

Le monde et donc la France est à un tournant puisqu’on constate un recul de la démocratie dans de nombreux pays. Ce phénomène révèle de plus en plus le rôle accrue des mouvements dont l’objectif consiste à fragiliser l’organisation sociale et les rapports entre les individus pour imposer leur propre agenda mais surtout leur idéologie conservatrice. Ces mouvements ne reculent devant rien pour façonner l’opinion et influencer les décisions publiques. La philanthropie constitue un levier leur permettant de s’infuser dans tous les cercles pour mieux diffuser leur discours.

En plus d’être une attaque contre la démocratie, les mouvements anti-genre se propagent partout, ils n’ont aucune frontière. Dans ce contexte, on craint une aggravation de la situation dans certaines régions comme par exemple dans les Outre-mer. En effet, ces territoires sont des terres fertiles et ce au regard de l’importance des violences faites aux femmes et à l’égard de la communauté LGBTQIA+. Ce phénomène doit nous alerter du fait de l’insuffisance de moyens humains et financiers dont disposent les associations alors que parallèlement les stéréotypes de genre ne cessent de progresser.

Toutes atteintes portées contre les droits et les libertés qui constituent l’un des piliers de la démocratie peuvent conduire à fragiliser notre édifice commun.

Lorsqu’on s’en prend à une femme, un homme ou une communauté en raison de de son appartenance, de sa foi, de ses croyances ou de ses opinions c’est les valeurs de la République qui sont attaquées et le sort de la démocratie en dépend. Alors, chacune et chacun a le pouvoir de défendre nos libertés, nos droits et nos vies.

Le groupe des Outre-mer a voté la résolution.